



HAL
open science

L'unité d'habitation de Firminy. La dernière fille du Corbusier

Noël Jouenne

► **To cite this version:**

Noël Jouenne. L'unité d'habitation de Firminy. La dernière fille du Corbusier. Habiter Le Corbusier. Les Unités de Rezé et de Firminy, la dernière fille de Le Corbusier, Feb 2007, Marseille, musée d'histoire, France. halshs-00141903v2

HAL Id: halshs-00141903

<https://shs.hal.science/halshs-00141903v2>

Submitted on 14 Jan 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'unité d'habitation de Firminy. La dernière fille du Corbusier

[Communication du samedi 17 février 2007 au musée d'Histoire de Marseille dans le cadre de l'exposition *Une cité en chantier*, du 9 décembre 2006 au 30 mars 2007]

**Noël Jouenne,
ethnologue, membre du LAU**

Lorsque Charles-Edouard Jeanneret-Gris, dit Le Corbusier, s'intéresse de près à l'urbanisation d'un quartier de Firminy (Loire), il a derrière lui une maturité acquise qu'il a su valoriser à travers le monde. Son grand projet de Chandigarh couronne son parcours atypique d'une reconnaissance pas toujours partagée dans le sérail de l'architecture. Peu d'architectes ont érigé une capitale ! Et peu d'architectes ont croisé durant un quart de siècle le regard du politique Eugène Claudius-Petit. Sans cette alliance, Firminy serait restée dans l'ombre crasse des cités industrielles de la Vallée de l'Ondaine.

Le projet est pensé dans les années 1950, et se concrétisera de loin avec l'urbanisation du quartier de Firminy-Vert, dont la charge revient à l'urbaniste Charles Delfante, et à la réalisation d'un corpus architectural majeur avec une Maison de la culture (Loi Malraux), un stade, une église et un ensemble de trois unités d'habitation. À la mort de Le Corbusier, le 27 août 1965, seuls les bâtiments de la Maison de la culture, le stade et quelques niveaux de la première unité d'habitation sont réalisés. Les travaux

de l'église ne commenceront qu'en 1970, s'arrêteront faute de crédit, pour ne reprendre qu'en septembre 2003¹. Une seule unité d'habitation sortira de terre.

Le modèle de l'unité d'habitation de grandeur conforme, prévue pour 1 500 habitants environ, a déjà trouvé le lieu de l'expérimentation, à Marseille, et trois autres lieux de production, à Rezé-les-Nantes, Briey-en-Forêt et Berlin. L'unité d'habitation de Firminy n'en est pas à sa phase d'essai, et les différents projets à travers la France (notamment celui de Meaux) viennent enrichir celui de Firminy.

Cette unité d'habitation se caractérise par un ensemble de 414 logements (cellules d'habitation) dont la répartition est affaire d'un assemblage d'éléments reposant sur une pièce principale : la cuisine-salon-mezzanine. À cet ensemble, identique du F2 au F6, vient s'adjoindre des chambres d'enfants que d'aucuns comparent volontiers à des couloirs, cela en raison de la largeur fixée selon les règles du Modulor et les contraintes liées aux normes HLM. Vraisemblablement suite à des réductions budgétaires, et dans le souci de tenir sous la barre des plafonds HLM, cette unité colle aux caractéristiques du logement social. La loi sur le mètre carré social est transposée ici en locaux collectifs mis à disposition des locataires. Enfin, chaque appartement est équipé d'un dispositif de « casier de service » qui permet de se faire livrer à domicile et sans contraintes d'aucune sorte, tout type de produits quotidiens comme du pain, du lait ou le journal.

Les appartements sont agencés dans des sept rues intérieures ? Celles-ci sont éclairées artificiellement par les ampoules des portes palières et par la fenêtre située sur le pignon nord. Chaque porte revêt une couleur de la série : noir, rouge, jaune, vert, bleu, tout comme chaque sortie d'ascenseur

¹ Et s'achever en novembre 2006. L'inauguration officielle a lieu du 24 au 25 novembre 2006.

est peinte suivant une couleur précise de sorte que la combinaison des deux permet aux enfants (mais aussi aux adultes) de se repérer sans difficulté.

La place des enfants a été particulièrement soignée puisque le toit-terrasse du bâtiment abrite une école maternelle sur deux niveaux, ainsi qu'un ensemble de dispositifs de plein air : théâtre équipé d'une salle de projection, solarium, jardin. Tout, dans l'architecture a été pensé pour que le logis ne soit pas seulement un lieu de vie pour la famille, mais aussi un lieu de repos et de loisir, d'activité et de rassemblement, qui donne à la notion de « machine à habiter » tout son sens. Autant il est facile de s'isoler, autant la vie collective, voire communautaire, est facilitée par les agencements et les principes urbains mis en œuvre.

De tout cela, il ne reste pas grand-chose lors de mon arrivée, en 2001, sinon des traces dans les mémoires et sur les murs. L'enquête que je me suis fixée de faire, et pour laquelle j'ai obtenu un financement de l'Office public d'HLM², concerne l'étude de la vie collective des habitants de cet immeuble. Sur les 414 logements, seuls 120 sont occupés. L'aile nord de l'unité d'habitation a été « mise en réserve » en 1984, après une lutte des habitants durant tout un hiver. L'école maternelle a été fermée en 1999, après une lutte des habitants qui dura neuf mois. L'accès au toit-terrasse n'est plus possible depuis vingt ans. Du reste, seuls les anciens habitants et quelques privilégiés se souviennent y avoir été. Les locaux collectifs appelés « clubs », au nombre de 23, sont plus ou moins à l'abandon, et parfois ont été récupérés par des habitants et transformés en prolongement de leur logement. Enfin, les casiers de service n'assument plus leur fonction depuis quinze à vingt ans, sinon celle de pouvoir s'introduire dans un appartement à l'insu du locataire.

² La première phase de la recherche a été cofinancée par l'université de Tours. La seconde phase n'a été financée que la l'OPHLM de Firminy sur ses fonds propres.

Malgré toutes ces ruptures et ces amputations, il règne dans l'unité d'habitation une atmosphère très particulière, presque indéfinissable, que l'on peut appréhender à travers une rencontre, et rapidement des entretiens.

La démarche de l'ethnologie urbaine, définie depuis maintenant une quarantaine d'années à travers, notamment, les travaux de Colette Pétonnet et de Jacques Gutwirth³, présuppose la possibilité d'effectuer des enquêtes de terrain dans sa propre société. Toute la difficulté relative de ce travail est de créer une distance intellectuelle suffisante pour approcher les faits sociaux qui nous entourent comme s'ils étaient produits dans un environnement étranger. Reste que les méthodes classiques de l'observation et de l'entretien sont à la base de la collecte de la mémoire orale qui formera la matière à analyser.

Partant de ces postulats, j'ai effectué durant près de trois ans, à intervalles plus ou moins réguliers, des va-et-vient dans cette masse de béton terne, arpentant les allées, et les sentiers alentours, cheminant dans les rues et dans les escaliers, passant le plus clair de mon temps à attendre d'événement.

Observer une situation d'interaction est pour l'ethnologue un événement de la vie quotidienne. À Firminy, et particulièrement dans cette unité d'habitation, beaucoup d'habitants, à cette époque, s'embrassent lorsqu'ils se croisent. Cela peut paraître anodin, mais illustre bien le climat de lien social qui réside dans l'immeuble. Les gens se connaissent par leur prénom, savent où ils habitent, et se rendent parfois visite. Même dans cet immeuble où le *turn-over* avoisine certaines années les 30 %, les habitants restants forment une cohésion entretenue à travers le pique-nique annuel de la Saint-Jean, ou une lutte sociale entre locataires. Tous ces événements

³ Fondateurs du Laboratoire d'Anthropologie Urbaine du CNRS auquel j'appartiens depuis 1997.

viennent renforcer la cohésion sociale avec bien plus de facilité que l'instauration d'une journée des voisins.

Les gens sont souriants, et après quelques semaines passées à scruter les moindres détails des appartements de la partie nord, délaissée depuis vingt ans, je décide d'aller écouter les récits que les habitants veulent bien m'accorder.

Ces habitants ne sont pas ordinaires. Ils ne sont pas représentatifs des habitants du parc HLM conventionnel, même si certains relèvent des minima sociaux. Aux côtés des ouvriers, des employés, et des chômeurs, on trouve des enseignants, des médecins, des sociologues et, bien entendu, des architectes. Ces derniers agissent tel un catalyseur auprès des habitants qui, peu à peu, vont faire comprendre les enjeux patrimoniaux liés à ce bâtiment. Beaucoup d'habitants affirment que cette unité d'habitation n'est pas un HLM. Cela s'entend au sens symbolique bien sûr. Il s'ensuit une visite souvent très technique des lieux, où l'habitant maîtrise avec un certain raffinement poétique, la valeur de la conception de l'immeuble.

L'image des casiers à bouteilles revient en force, et certains habitants sont persuadés que les cellules d'habitation ont été emboîtées tel un jeu de construction pour enfant. Cette vision des choses renvoie à une image que Le Corbusier aimait à présenter dans ses conférences. Même imparfait, ce degré d'appropriation du bâti témoigne de l'intérêt des habitants à l'égard de leur immeuble. Qui peut prétendre expliquer comment son chez-soi a été conçu ? Il faut dire que généralement, peu de visiteurs étrangers viennent sonner à la porte d'un immeuble en demandant s'ils peuvent visiter l'appartement. Ici comme dans toutes les unités d'habitation, le lot quotidien des habitants est de répondre à des demandes, qui pourraient passer pour agaçantes, si elles n'émanaient pas d'architectes qui japonais, qui brésilien, qui espagnol, se rendant dans ces lieux comme on se rend à un pèlerinage.

Cette particularité est née avec les travaux. De tout temps, depuis 1965, des visiteurs arpentent Firminy-Vert en quête d'une vérité professée par Le Corbusier dans ses nombreux ouvrages. Vouloir tester le Modulor, par exemple, est une expérience que l'on ne peut faire qu'en situation.

Ce dimensionnement, construit selon le principe de la suite de Fibonacci à partir du nombre d'or et de la taille d'un policeman anglais, est repris dans un modèle de proportions établi en vue d'une industrialisation des éléments. La hauteur sous plafond est de 2,26 mètres, la largeur minimale est de 1,83 mètre, et l'ensemble du bâtiment répond à ce même principe. Le salon-mezzanine, dont les dimensions sont doublées, donne un contrepoint à des espaces plus étroits comme les chambres.

Les premiers arrivant, à l'automne 1967, alors que la livraison de l'immeuble n'est pas encore terminée, investissent ces lieux avec une ferveur sans complaisance. D'après certains récits, les premières familles arrivent dans un appartement sans eau et sans électricité. Elles aménagent dans la septième rue, montent les dix-sept niveaux à pied, et se régalent de la vue splendide sur les collines de la Haute-Loire. Bien que l'intérêt pour cet immeuble soit au centre de leur attention, c'est avant tout la pénurie de logements qui les poussent à investir des lieux encore inachevés.

Officiellement, l'unité d'habitation ouvre en janvier 1968, quelques mois avant l'effervescence ouvrière et étudiante. Inscrite dans l'histoire sociale de l'époque, l'unité d'habitation va bientôt devenir le refuge des « anarchistes » et des sympathisants de gauche de toutes sortes. Ce lieu va devenir un espace du possible où plusieurs communautés vont venir s'installer. L'une d'elles va poursuivre cette expérience durant cinq à six ans, avant de quitter les lieux pour un village en Haute-Loire. La vie communautaire est possible car les appartements se louent mal. Quelle aubaine pour quatre ménages lorsqu'ils réussissent en une semaine à louer quatre appartements contigus dont les fonctions sont redéfinies afin de

rendre la vie communautaire possible. De niveau social élevé, cette communauté constituée, entre autres, d'un médecin sera l'objet d'attentions particulières de la part du voisinage qui n'hésitera pas à venir demander conseil.

Les enfants jouent dans les rues, font du vélo et du patin à roulettes, poursuivis par un gardien assermenté, qui dresse parfois des procès-verbaux dont le tarif forfaitaire de 10 francs vise avant tout à maintenir le respect de la vie en collectivité. Idem lorsque les femmes maghrébines sortent dans la rue pour prendre le thé. Ce climat empathique où règne une mixité sociale acceptée n'est pas des plus plaisants de l'autre côté de la colline, au centre de Firminy. Ce qui s'y passe est déroutant, et finit par faire peur.

Vivre dans l'unité Le Corbusier, ou au Corbu, comme disent les habitants, n'est pas perçu à l'extérieur comme un élément positif. Des témoignages rapportés montrent qu'habiter dans la « maison du fada » dans les années 1980 contaminait, au moins symboliquement, les résidents. Certains locataires se sont ainsi vu refuser un chèque au motif que l'adresse portait l'inscription : Le Corbusier. De l'ignorance alliée au mépris de la connaissance des lieux venaient parfois des invectives de la sorte : « Ah, vous habitez au Corbusier, mais vous n'avez pas peur de vous faire violer ? », raconte par exemple une enseignante au moment de son arrivée dans la région. Plusieurs autres témoignages abondent dans ce sens.

Ces événements du quotidien vécus par l'ensemble des habitants n'ont pu que consolider des liens qui n'avaient, a priori, aucune chance d'être tendus. En effet, vivre dans un immeuble collectif c'est vivre avec des voisins imposés, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'une HLM. Pour autant, un traitement statistique fait apparaître des corrélations entre les locataires, leurs revenus et la rue dans laquelle ils vivent. Il est ainsi possible de constater que les rues ne sont pas identiquement habitées, mais qu'elles révèlent, pour une part, le statut social du résident. Ainsi, alors que la

première rue est principalement occupée par des familles nombreuses d'origine modeste, maghrébine, italienne ou espagnole, la septième rue, est à l'opposée occupée par des cadres, sociologues, enseignants, économistes, aux revenus plus élevés.

Bien entendu, la répartition des appartements joue un rôle important dans la dispersion des familles. Pour autant, il est facile de comprendre qu'une mère de famille préfère la première rue afin de pouvoir surveiller ses enfants qui jouent dehors, alors que le couple de cadres sans enfant préférera la septième rue, objet de distinction et de classement social. Cette appréhension se retrouve trente ans après, lorsqu'au cours de mes entretiens, cet état de fait reste présent dans le discours. Pour certaines familles modestes, grimper les rues équivaut à une ascension sociale.

Cette mixité tellement présente dans le discours politique d'aujourd'hui semble être acceptée, voire revendiquée par une catégorie de cadres moyens dans la mouvance idéologique d'alors. La fierté ressentie à côtoyer des voisins d'origine étrangère, même uniquement dans l'ascenseur, est affirmée comme une preuve d'ouverture qui aujourd'hui fait défaut.

La notion de voisinage s'entend dans une acception large. Être voisin c'est vivre dans le même immeuble que l'on soit voisin mitoyen ou non. C'est partager cette sorte de lieu affectif avec le concepteur. C'est échanger un simple bonjour dans l'ascenseur ou organiser une action collective entre partenaires du même bord. L'histoire vécue offre une multitude d'opportunités de construire et/ou de resserrer les liens communautaires. C'est pourquoi avec le temps, il se crée des amitiés aussi fortes et soudées que des inimitiés sauvages. Fréquemment, l'unité d'habitation est comparée à un village, avec ses ragots et ses indiscretions. La notion même de village vertical renvoie explicitement au discours de Le Corbusier et à sa vision de l'urbanisme. Ainsi, la mise en commun d'individus n'ayant *a priori* aucun rapport au départ devient, avec le temps, des individus conscients de

partager une même histoire collective, et par conséquent de participer à la création d'une histoire collective.

De ce point de vue, l'unité d'habitation vit un projet social en avance sur son temps. Alors posons-nous la question de savoir pourquoi les mécanismes mis en œuvre par les différents pouvoirs ont contribué et ont abouti au rétrécissement des possibilités en termes de création de lien social ? N'est-il pas paradoxal de constater cet état de fait alors que le discours ambiant tend à promouvoir, au contraire, une ouverture vers un vivre ensemble renouvelé ? En effet, aujourd'hui l'offre de service s'est dissoute telle une peau de chagrin parallèlement à la montée d'une tendance sécuritaire, avec, par exemple, la mise en place d'un système de vidéo de surveillance. Des services qui autrefois étaient assurés par la collectivité (surveillance mutuelle de voisinage) ont aujourd'hui bifurqué vers les secteurs marchands. Sommes-nous à l'orée d'une nouvelle ère économique où tout se négocie, même l'amour ou l'amitié ? Ou irons-nous vers un sursaut de conscience propre à l'histoire des unités d'habitation ?

Bibliographie :

Jean JENGER, *Le Corbusier, l'architecte pour émouvoir*, Paris : Découvertes Gallimard, 1999

Noël JOUENNE, *La vie collective des habitants du Corbusier*, Paris : L'Harmattan, 2005

Gérard MONNIER, *Le Corbusier, les unités d'habitation en France*, Paris : Belin-Herscher, 2002